

ETABLISSEMENT FRANÇAIS DU SANG

20, Avenue du Stade de France - 93218 LA PLAINE SAINT DENIS cedex

LOCATION LONGUE DUREE DE VEHICULES DE TOURISME ET UTILITAIRES ET PRESTATIONS ASSOCIEES POUR L'EFS

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (CCTP)

1.	PRESENTATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR	4
1.1.	LES MISSIONS PRINCIPALES DE L'EFS.....	4
1.1.1.	Le prélèvement.....	5
1.1.2.	La préparation	5
1.1.3.	Le contrôle qualité	5
1.1.4.	La qualification des dons.....	5
1.1.5.	La distribution et la délivrance.....	5
1.2.	LES AUTRES MISSIONS DE L'EFS	5
1.3.	L'ORGANISATION DE L'EFS	6
2.	OBJET	7
3.	OBJECTIFS.....	7
4.	PERIMETRE DU MARCHÉ.....	7
5.	PRESENTATION DE L'EXISTANT	8
6.	DESCRIPTION TECHNIQUE : FOURNITURE DE VEHICULES NEUFS EN LOCATION LONGUE DUREE SANS CHAUFFEUR ET PRESTATIONS ASSOCIEES	8
6.1.	SPECIFICATIONS TECHNIQUES DES VEHICULES LOUES.....	8
6.2.	NATURE DES PRESTATIONS ATTENDUES.....	10
6.2.1.	PRESTATIONS DE BASE.....	10
6.2.2.	PRESTATIONS ASSOCIEES	10
6.2.3.	PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES (PSE) OBLIGATOIRES	10
6.3.	Description des prestations.....	11
6.3.1.	IMMATRICULATION DES VEHICULES	11
6.3.2.	ENTRETIEN/MAINTENANCE	11
6.3.3.	REMPLACEMENT DES PNEUMATIQUES	12
6.3.3.1.	<i>Pneumatiques d'origine</i>	12
6.3.3.2.	<i>Gestion des pneumatiques hiver (Prestations associées)</i>	12
6.3.4.	ASSISTANCE DEPANNAGE AUX VEHICULES.....	12
6.3.4.1.	<i>En cas de panne.....</i>	12
6.3.4.2.	<i>Lors d'une crevaison ou éclatement (Prestations associées)</i>	13
6.3.5.	ASSISTANCE AUX PERSONNES (prestation associée).....	13
6.3.6.	FOURNITURE ET POSE DES LOGOS POUR LES VEHICULES AMENAGES (POSTES 11 A 16) 13	
6.4.	Gestion de la flotte	14
6.4.1.	GESTION GENERALE DU VEHICULE.....	14
6.4.2.	SERVICE DE GESTION DE FLOTTE EN LIGNE DU TITULAIRE	14
6.4.3.	SERVICE DE GESTION DE FLOTTE EN LIGNE DE L'EFS.....	15
6.5.	Mise à disposition d'un véhicule en LCD (prestations associées).....	16
6.6.	Formations (prestations associées)	16
6.6.1.	FORMATION MIXTE AUX RISQUES ROUTIERS ET A L'ECO-CONDUITE.....	16
6.7.	Prestations Supplémentaires Eventuelles (PSE).....	16
6.7.1.	AUTOPARTAGE	16
6.7.2.	TELEMATIQUE	17
6.8.	Engagements du titulaire.....	17
6.9.	Couple durée de location/kilométrage des véhicules	18
6.9.1.	DEFINITION	19
6.9.2.	AJUSTEMENT	19
6.10.	Aménagement des véhicules (Postes 11 à 16)	19
6.11.	Commandes et livraison.....	19
6.12.	Assurance des véhicules.....	20
6.13.	Modifications des caractéristiques techniques / suppression de modèles	20
6.14.	Terme de la location	20
6.14.1.	MODALITES D'ACHEVEMENT DE LA LOCATION ET DES PRESTATIONS ASSOCIEES 20	
6.14.2.	MODALITES DE RESTITUTION DU VEHICULE	21
6.14.3.	PROCES VERBAL DE RESTITUTION	21

Annexes au présent CCTP :

- Annexe 1 : Lieux de livraison
- Annexe 2 : Fiches techniques – aménagement des véhicules postes 11 à 16
- Annexe 3 : Charte graphique
- Annexe 4 : Conditions de restitution des véhicules
- Annexe 5 : Etat du parc EFS 2019

1. PRESENTATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR

Sous tutelle du Ministère des affaires sociales et de la santé, l'Etablissement Français du Sang est un établissement public de l'Etat créé le 1er janvier 2000. Opérateur civil unique de la transfusion sanguine en France, l'EFS veille à la satisfaction des besoins en matière de produits sanguins labiles dans le respect des principes éthiques du don de sang. L'EFS est chargé de promouvoir le don du sang, les conditions de sa bonne utilisation et de veiller au strict respect des principes éthiques par l'ensemble de la chaîne transfusionnelle : un don de sang volontaire, bénévole, et anonyme et l'absence de profit.

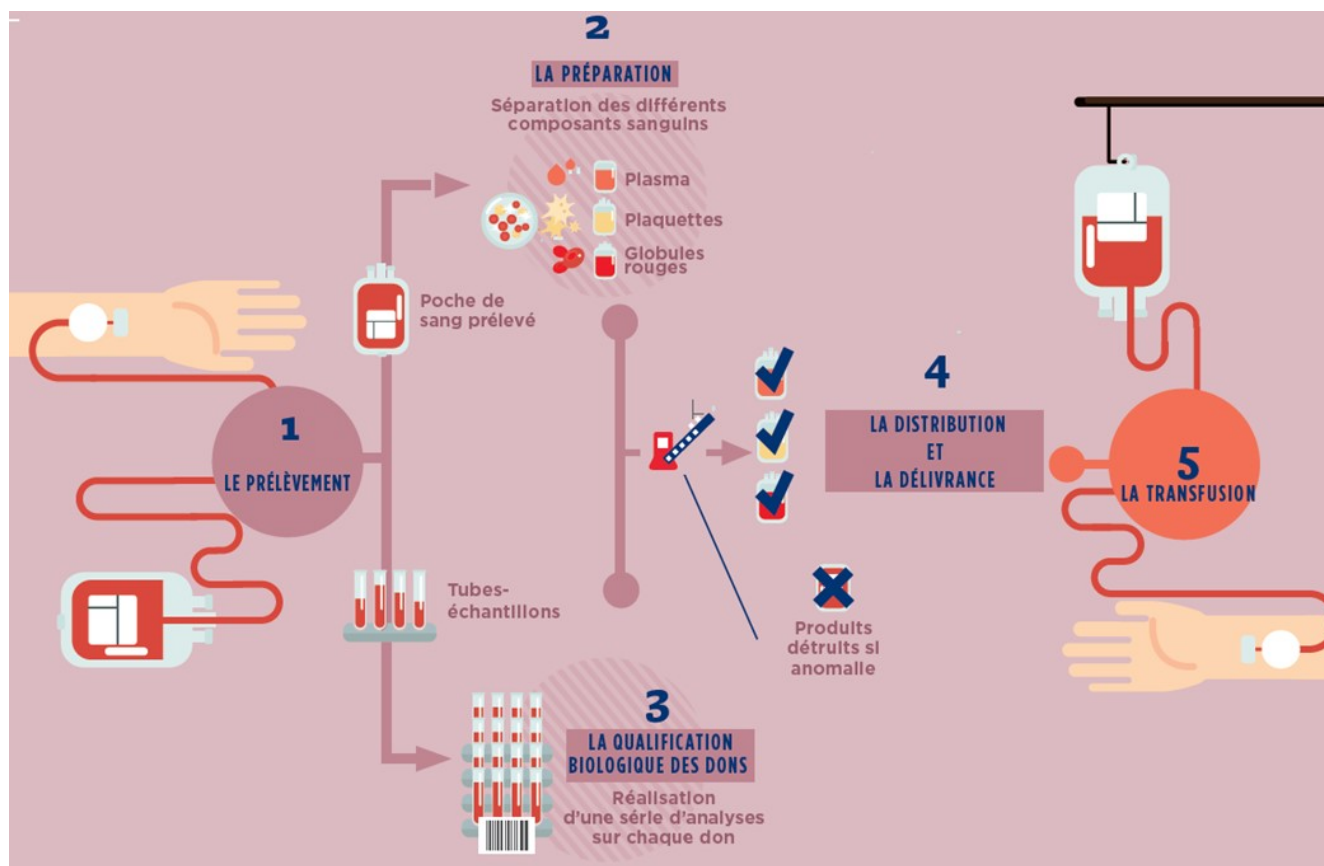
L'EFS participe à soigner 1 million de patients chaque année en approvisionnant 1500 établissements de santé publics et privés en produits sanguins labiles (PSL) issus de ces dons de sang éthiques.

Afin d'assurer une qualité optimale des produits sanguins préparés, l'EFS adapte en permanence l'activité de transfusion sanguine aux évolutions médicales, scientifiques et technologiques. Il veille au respect des bonnes pratiques transfusionnelles et au développement de la qualité pour tous les processus transfusionnels, de manière à assurer une qualité homogène sur l'ensemble du territoire.

L'EFS assure la gestion du service public transfusionnel et ses activités annexes.

1.1. LES MISSIONS PRINCIPALES DE L'EFS

Afin de mener à bien sa mission de service public, l'EFS bénéficie d'un monopole pour les activités de collecte du sang, de qualification biologique du don, de préparation, et de distribution des produits sanguins labiles aux établissements de soins privés et publics. Il organise ces activités ainsi que l'activité de délivrance et effectue le contrôle de qualité des produits sanguins.



Parcours d'une poche de sang

1.1.1. Le prélèvement

Le prélèvement est assuré dans 127 sites fixes de prélèvement en France ainsi que dans le cadre de 40 000 collectes mobiles organisées chaque année. L'EFS collecte soit du sang total soit certains composants du sang (plasma, plaquettes).

1.1.2. La préparation

La poche prélevée est dirigée vers un plateau de préparation. Le sang est séparé en ses différents composants par la centrifugation, puis déleucocyté (filtration des globules blancs véhiculant les virus et certaines bactéries). L'EFS compte 17 plateaux de préparation.

1.1.3. Le contrôle qualité

Le contrôle qualité permet de vérifier la conformité des produits préparés par rapport à des références de caractéristiques réglementaires ou des spécifications préétablies.

1.1.4. La qualification des dons

Au moment du prélèvement, des tubes sont également recueillis pour effectuer des tests immunologiques et sérologiques. La qualification permet de rechercher la présence des marqueurs viraux et de détecter toute anomalie du sang ou de ses composants. L'EFS compte 4 plateaux de qualification.

1.1.5. La distribution et la délivrance

Après vérification de l'absence d'anomalies sur le don ou de réactions positives aux tests de dépistage, les produits sanguins sont distribués aux établissements de santé et attribués au patient sur prescription médicale nominative. La durée de vie des produits est variable : 5 jours pour les plaquettes, 42 pour les concentrés de globules rouges, plusieurs mois pour le plasma congelé.

1.2. LES AUTRES MISSIONS DE L'EFS

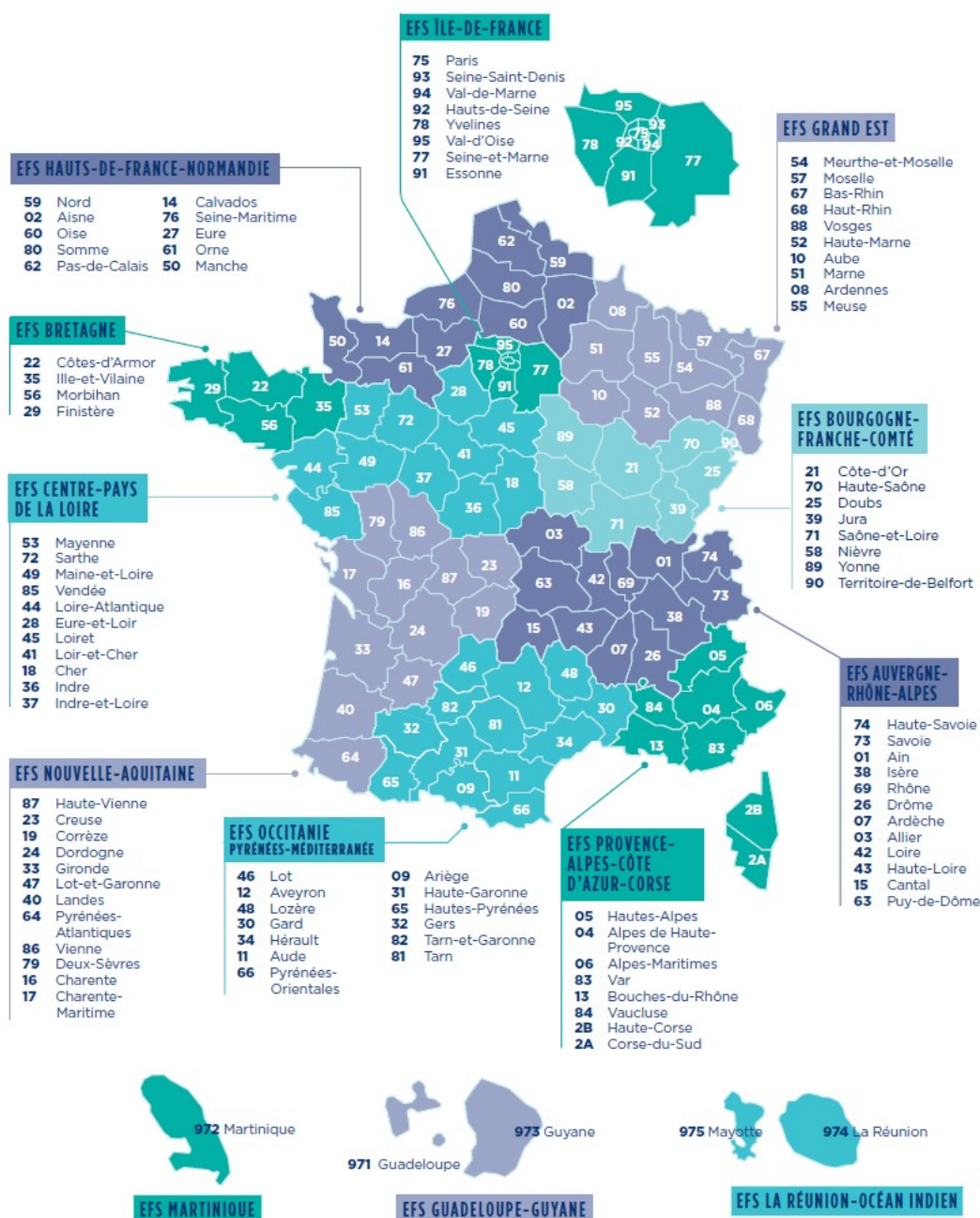
L'EFS a vocation à développer toute activité liée à la transfusion sanguine. Il peut à ce titre être autorisé à fabriquer, importer et exploiter des médicaments dérivés du sang.

L'Etablissement français du sang peut, en outre, à titre accessoire, être autorisé à exercer d'autres activités de santé dont des activités de soins et de laboratoire de biologie médicale. A ce titre l'EFS effectue des examens d'immunohématologie " receveur " afin de vérifier la compatibilité entre les caractéristiques du receveur et celles du produit qui lui est destiné.

L'EFS assure également l'approvisionnement en plasma du Laboratoire Français de Fractionnement et des Biotechnologies (LFB) en vue de la fabrication de produits stables. A côté de ces activités de transfusion sanguine, l'EFS s'implique également dans d'autres activités comme l'ingénierie cellulaire, la biologie médicale, la banque de tissus...

1.3. L'ORGANISATION DE L'EFS

L'EFS est composé d'un siège social et de 13 établissements de transfusion sanguine, sans personnalité morale répartis sur l'ensemble du territoire français.



2. OBJET

Le présent marché a pour objet la fourniture de véhicules neufs en location longue durée sans chauffeur et prestations associées pour les établissements de l'EFS.

3. OBJECTIFS

Le présent marché s'inscrit dans le cadre de la stratégie de maîtrise des coûts liés au parc automobile de l'EFS et dans le respect de notre politique véhicules. L'EFS a mis en place depuis plusieurs années un suivi national de son parc grâce à un chef de parc désigné par région et une politique nationale de véhicules de fonctions.

Avec le renouvellement de cette procédure, l'EFS souhaite continuer à atteindre les objectifs suivants :

- maîtriser et réduire son budget flotte,
- obtenir les véhicules et motorisations les plus adaptés aux besoins de l'EFS,
- réduire la dépense carburant,
- optimiser le temps passé à la gestion du parc dans les régions,
- réduire les émissions de CO2 avec l'introduction de véhicules propres,
- améliorer la sécurité routière.

4. PERIMETRE DU MARCHE

Le présent marché public est passé pour les besoins de l'ensemble des établissements suivants :

- Siège social de la Plaine St-Denis,
- ETS AURA : Auvergne-Rhône-Alpes,
- ETS BFCT : Bourgogne-Franche-Comté,
- ETS BRET : Bretagne,
- ETS CTPL : Pays de la Loire,
- ETS GEST : Grand-Est,
- ETS HFNO : Hauts-de-France-Normandie,
- ETS IDFR : Ile-de-France,
- ETS NVAQ : Nouvelle-Aquitaine,
- ETS OCPM : Occitanie Pyrénées Méditerranée,
- ETS PACC : Provence Alpes-Côte-d'Azur-Corse.

La liste détaillée des Etablissements à livrer et les lieux de livraison sont en annexe 1 du présent CCTP. Cette liste est donnée à titre indicatif et pourrait évoluer au cours du marché.

5. PRESENTATION DE L'EXISTANT

En 2019, le parc automobile de l'EFS est composé d'environ 980 véhicules, dont 176 véhicules en pleine propriété et 804 véhicules en location répartis comme suit :

- 43 véhicules de fonction
- 577 véhicules VP
- 303 VU
- 98 supérieur à 3.5T (en LLD ou pleine propriété)

Les véhicules VP appartiennent aux segments M1 et N1. Se reporter au tableau de l'article 6.1
N peuvent aller jusqu'à

Actuellement la flotte est répartie comme suit en type d'énergies :

- 80% en Diesel,
- 17% en Essence,
- 3% en Electrique.

Le Diesel a baissé de 18 points entre 2018 et 2017 au profit de l'Essence et de l'Electrique.

Il existe également des véhicules en GNC dans le parc dont les consommations s'élèvent à environ 2000 kg /an pour l'ensemble du parc.

6. DESCRIPTION TECHNIQUE : FOURNITURE DE VEHICULES NEUFS EN LOCATION LONGUE DUREE SANS CHAUFFEUR ET PRESTATIONS ASSOCIEES

6.1. SPECIFICATIONS TECHNIQUES DES VEHICULES LOUES

Le titulaire devra impérativement livrer des véhicules neufs répondant aux normes européennes en vigueur.

La location est une location simple, sans crédit-bail ni option d'achat.

Les caractéristiques sont retracées dans les fiches techniques, fournies en annexe 2 du présent CCTP pour les véhicules aménagés et en annexe 1 de l'acte d'engagement.

Poste		catégorie CI	Désignation/ SEGMENT	Type ou équivalent *	NOMBRE DE PLACES ASSISES	Genre	
1	1 E	M1	Citadines polyvalentes - SEGMENT B	C3	5 places	VP	
	1 H			Yaris			
	1 ELEC			Zoé			
2	208						
3	3 E		Compactes polyvalentes - SEGMENT C	C4	5 places	VP	
	3 H			Mégane			
	3 ELEC			308			
4							
4	4 E		Ludospace	Berlingo	5 places	VP	
5	5 E			DOBLO			
6	6 E			Kangoo			
	6 ELEC						
7	7 E		POLYVALENTES Break - SEGMENT C	Mégane	5 places	VP	
	7 H			308			
	7 ELEC			Auris			
8	8.1 D			COMBI taille standard hauteur inférieure à 1,9m			Expert - 8 places
	8.1 D XL		COMBI version XL hauteur inférieure à 1,9m	Expert - 8 places			
	8.2 D		COMBI taille standard	Trafic - 8 places			
	8.2 D XL		COMBI version XL	Trafic - 8 places			
	8.3 D		Fourgon L1H1 avec cabine appronfondie	Trafic - 6 places	6 places	CTTE	
9	9 E		Citadines polyvalentes - véhicules de société/commercial	Clio	2 places	VP dérivés CIALE	
	9 H			C3			
	9 ELEC						
10	10 E			Compactes polyvalentes - véhicules de société/ commercial			308
	10 H						
	10 ELEC		Mégane				
Véhicules Aménagés	11		N1		fourgon léger taille standard L1H1	Kangoo	2/3 places
				11 ELEC		Partner	
	12			fourgon léger version XL - L2H1	Kangoo	CTTE	
					12 ELEC		Partner
	13			Fourgon L1H1	Expert TRAFIC	2/3 places	CTTE
	14			Fourgon L2H2	Master/Boxer	2/3 places	CTTE
	15			Fourgon L3H2	Master/Boxer	2/3 places	CTTE
	16			Fourgon L3H3	Master/Boxer	2/3 places	CTTE

D : Diesel
E : Essence
H : Hybride
ELEC : Electrique

** Ces marques sont données à titre d'exemple ou de référence, le candidat peut proposer d'autres marques de son choix à condition que les équipements soient de qualité, de performances et de caractéristiques équivalentes.*

Il est demandé des véhicules Essence, Diesel, Hybride ou Electrique afin de permettre à l'EFS de choisir les modèles et motorisation les plus appropriées (kms, type de parcours) à l'usage demandé, soit en optimisant le coût soit en valorisant le côté environnemental.

Pour chaque modèle, une étude de TCO doit être renseignée dans les annexes financières de l'acte d'engagement.

Pour les postes 11 à 16 le titulaire proposera un modèle de véhicules par poste sur lesquels l'aménagement « de base » sera effectué.

Normes : les véhicules seront conformes à la norme euro 6.2 ou 6c ou toute nouvelle norme en vigueur qui apparaîtrait au cours du marché pour les nouvelles immatriculations.

Tous les 6 mois, dans le cadre de la révision des prix, le titulaire propose des changements dans les catalogues, s'il y a lieu, en fonction des modèles disponibles sur le marché, tout en respectant les contraintes du présent CCTP. Il sera demandé que le Titulaire puisse proposer des véhicules en GNC dans les catégories listées ci-dessus, selon les besoins.

Le titulaire pourra proposer lors de cette révision, des véhicules dont les évolutions technologiques ou énergétique ne sont pas connues à ce jour.

6.2. NATURE DES PRESTATIONS ATTENDUES

6.2.1. PRESTATIONS DE BASE

Le titulaire du marché est en charge de la mise à disposition en location longue durée des véhicules commandés par le Représentant du Pouvoir Adjudicateur (RPA) conformément aux dispositions du marché.

Ces prestations de base comprennent :

- L'immatriculation des véhicules,
- L'entretien, maintenance,
- Le remplacement des pneumatiques,
- L'assistance-dépannage aux véhicules, en cas de panne,
- La gestion de la flotte en ligne, passation, suivi et reporting des commandes sur site web,
- La fourniture et pose de logo (poste 11 à 16),
- L'aménagement des véhicules (poste 11 à 16),
- Un reporting financier mensuel.

6.2.2. PRESTATIONS ASSOCIEES

Le titulaire propose obligatoirement les prestations associées ci-après et chaque RPA pourra choisir de les utiliser, par bon de commande, en fonction de son besoin et des recommandations décrites dans le CCTP.

Ces prestations associées comprennent :

- Le remplacement des pneumatiques hiver,
- L'assistance et le dépannage lors d'une crevaison sur route ou autoroute,
- L'assistance aux personnes,
- L'accompagnement de pré-restitution,
- La prestation relative à la mise à disposition d'un véhicule en location courte durée,
- La formation aux risques routiers et à l'éco-conduite.

6.2.3. PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES (PSE) OBLIGATOIRES

L'EFS souhaite étudier la possibilité d'intégrer au marché les prestations suivantes :

- Télématique,
- Solution d'autopartage.

Ces prestations supplémentaires sont obligatoires. Le candidat décrira dans son offre les solutions techniques qu'il propose concernant ces prestations.

L'EFS choisira avant la notification du marché de les retenir ou non.

Dans le cas des PSE Télématique et Solution d'autopartage, si celles-ci sont retenues, chaque RPA pourra choisir de les utiliser, par bon de commande, en fonction de son besoin et des recommandations décrites dans le CCTP.

6.3. Description des prestations

6.3.1. IMMATRICULATION DES VEHICULES

Les démarches et frais relatifs à l'immatriculation des véhicules sont à la charge du titulaire, ainsi que le passage à la DREAL (pour les postes 11 à 16).

Les véhicules seront immatriculés dans leur département d'affectation (logo de la région).

Les frais correspondants à la délivrance du certificat d'immatriculation seront inclus dans le loyer financier, en fonction de la règle décrite dans l'offre du titulaire : coût moyen national ou coût effectif pour chaque département.

Le titulaire se chargera des démarches pour réaliser l'immatriculation des véhicules.

Une copie de la carte grise devra être envoyée à l'interlocuteur de chaque région au minimum 8 jours avant la réception du véhicule. Sur cette dernière sera fait mention du nom de l'EFS en qualité de locataire.

Pour ce faire, toutes les coordonnées de l'établissement d'affectation du véhicule concerné, lui seront communiquées. Les véhicules seront livrés munis de leur immatriculation définitive.

Le titulaire s'engage à conserver le certificat d'immatriculation du véhicule, à adresser une photocopie au pouvoir adjudicateur lors de la livraison de ce dernier.

Le Titulaire doit également fournir la vignette Crit'Air associée au véhicule.

Le Titulaire s'engage à transmettre tous les documents du véhicule en une seule fois.

6.3.2. ENTRETIEN/MAINTENANCE

Le titulaire assure l'entretien courant des véhicules loués.

La charge de l'entretien du véhicule incombera au titulaire dès la livraison du véhicule et ce jusqu'au dernier jour de location.

L'entretien comprendra au minimum :

- L'ensemble des opérations d'entretien périodique et de contrôle prévus par le constructeur dans le carnet d'entretien,
- Entretien mécanique,
- Entretien électrique et électronique,
- Vidanges, révisions prévues au plan constructeur,
- Appoint de lubrifiants : huile (y compris entre les révisions), liquide de refroidissement, liquide de frein, flux des hydrauliques divers, etc,
- Remplacement des accessoires usagés (balais d'essuie-glace, ampoules...) selon les normes d'usure,
- Réparations suite à pannes mécaniques, électriques, hydrauliques ou électroniques. Remplacement éventuel de la courroie de distribution, du dispositif d'échappement dans le cas où la détérioration de cet équipement ne peut être imputée à un choc,
- Entretien, le cas échéant, du système de conditionnement d'air,
- Remplacement des organes de freinage, plaquettes, disque, garniture, cylindres, tambours (selon véhicule),
- Batteries, fusibles,
- Contrôles techniques réglementaires,
- D'une manière générale, les réparations consécutives à des pannes ou à une usure prématurée qui ne peuvent être imputées à l'EFS.

L'entretien devra couvrir tous les travaux, la fourniture des pièces et la main d'œuvre nécessaires au maintien en parfait état de fonctionnement du véhicule loué pendant toute la durée de la location. Cette prestation sera exercée dans des ateliers des réparateurs agréés par le constructeur, au rythme et dans les conditions définies par ce dernier.

Le titulaire précisera dans sa Proposition technique, le cas échéant, les éventuelles exclusions. Il précisera les conditions de fourniture de lubrifiant et d'Ad Blue.

Le pouvoir adjudicateur conservera par ailleurs à sa charge le maintien quotidien en état de propreté des véhicules ainsi que la vérification des niveaux des différents fluides.

Le pouvoir adjudicateur s'engagera à faire exécuter les contrôles d'entretien aux périodicités indiqués par le constructeur du véhicule.

Pour les véhicules loués sur une période supérieure ou égale à 4 ans, le contrôle technique et les frais résultants de ce contrôle, seront assurés par le titulaire du marché.

Le titulaire indique dans sa Proposition technique les exclusions, le cas échéant.

6.3.3. REMPLACEMENT DES PNEUMATIQUES

6.3.3.1. Pneumatiques d'origine

Le titulaire assurera la fourniture des pneumatiques de rechange et les réparations de pneumatiques par suite de crevaison.

Seront couverts :

- les frais résultant d'un remplacement de pneumatiques, dépose, repose et équilibrage compris dans la limite du nombre de pneumatiques défini par le titulaire dans sa proposition technique et aussi lors d'interventions dues à des crevaisons ou éclatements.
- la vérification éventuelle du parallélisme avec réglage du train avant en cas d'usure anormale du pneumatique.
- le remplacement des valves et des bouchons si besoin.

Le changement de pneumatiques est effectué à l'initiative du pouvoir adjudicateur lorsque leur état d'usure le nécessitera, conformément à la législation en vigueur, et sous sa propre responsabilité dans le réseau de spécialistes agréés par le titulaire.

6.3.3.2. Gestion des pneumatiques hiver (Prestations associées)

Le titulaire proposera une offre toute incluse concernant la prestation des pneumatiques.

Cette prestation comprend :

- la fourniture et le remplacement des pneus permettant de choisir librement entre pneu été ou hiver en fonction du kilométrage pour la durée de la location. La prestation inclura la pose et la dépose chaque année (deux opérations par an),
- Le gardiennage des pneus pendant leur période de non utilisation chaque année.

Chaque ETS pourra choisir de prendre cette option en fonction des éléments climatiques et géographiques de sa région.

Le titulaire décrira dans sa Proposition technique la prestation qu'il propose de mettre en place (nombre selon le couple durée/km).

6.3.4. ASSISTANCE DEPANNAGE AUX VEHICULES

6.3.4.1. En cas de panne

Le titulaire mettra en œuvre, au profit des véhicules loués au pouvoir adjudicateur, une assistance 24h/24 et 7j/7.

Le titulaire organise et prend en charge le dépannage sur place ou le remorquage du véhicule jusqu'au point du réseau agréé par ses soins, lorsque celui-ci ne peut être utilisé en conformité avec la prescription du Code de la Route, ou sans induire un danger pour le conducteur ou le tiers.

Le titulaire mettra en œuvre tous les moyens pour assurer une assistance dépannage remorquage 24 h/24, 7 J/7 sur l'ensemble du territoire de France métropolitaine (Corse comprise) et pays limitrophes.

Le titulaire devra détailler dans sa Proposition technique ses modalités d'intervention et préciser, le cas échéant, les éventuelles exclusions.

Le titulaire se conformera aux conditions d'intervention auxquelles il s'est engagé dans sa Proposition technique.

Ces prestations devront être garanties à domicile et sur les routes et autoroutes ouvertes au public.

6.3.4.2. Lors d'une crevaison ou éclatement (Prestations associées)

Le titulaire mettra en œuvre une assistance/dépannage sur route et autoroute lors d'une crevaison ou éclatement entraînant le changement de la roue :

- soit par un remorquage au garage le plus proche,
- soit par un dépannage sur place.

Cette assistance/dépannage ne doit pas présenter de franchise kilométrique.

Le titulaire devra détailler dans sa proposition technique ses modalités d'intervention et préciser, le cas échéant, les éventuelles exclusions.

Pour les dépannages sur autoroutes, le titulaire devra détailler les modalités de prise en charge vis-à-vis des concessions. Les conducteurs ne doivent en aucun cas avancer les frais de dépannage.

6.3.5. ASSISTANCE AUX PERSONNES (prestation associée)

Le titulaire mettra en œuvre, au profit des personnes présentes dans le véhicule loué, une assistance 24h/24 et 7j/7 en cas d'immobilisation du véhicule.

Cette assistance dite standard garantie principalement :

- la mobilité du conducteur (ex : prise en charge frais de taxi, poursuite du voyage, retour au domicile, etc),
- l'hébergement (prise en charge des frais).

Dans la mesure du possible, l'EFS souhaiterait pouvoir choisir le déclenchement ou non de cette prestation selon le type de véhicules. A cet effet, le Titulaire précise le coût de cette prestation dans l'annexe 2 de l'AE.

Le titulaire devra détailler dans sa Proposition technique ses modalités d'intervention et préciser, le cas échéant, les éventuelles exclusions.

Le titulaire se conformera aux conditions d'intervention auxquelles il s'est engagé dans sa Proposition technique.

6.3.6. FOURNITURE ET POSE DES LOGOS POUR LES VEHICULES AMENAGES (POSTES 11 A 16)

Le marquage des véhicules est intégralement inclus (fourniture et pose) dans les prix indiqués par le titulaire au bordereau de prix unitaires.

Les véhicules devront être livrés avec leur marquage.

Les logos à poser respectent la charte graphique jointe en annexe 3 au présent CCTP.

Contrairement à ce qui apparaît dans la charte graphique, sur les VP, aucun logo ne sera apposé sur les vitres arrières, pour une question de visibilité et de sécurité. Les logos seront placés sur la malle arrière du véhicule.

Avant tout commencement de fabrication, le titulaire adresse au chef de parc désigné un « bon à tirer » ou un « bon pour accord ».

Les adhésifs et matériaux utilisés doivent être de qualité suffisante pour résister sans altération de forme, de couleur ou de texture, à la chaleur, au froid, aux rayons U.V. et à l'humidité pour toute la durée de la location.

Les lettres ne doivent pas être découpées, mais imprimées numériquement sur le film. La sérigraphie sera laminée. Le film devra être thermoformable pour épouser au mieux les reliefs des carrosseries.

L'EFS travaille actuellement sur un projet d'optimisation de ses moyens de communication, ce qui pourrait entraîner un changement de la charte graphique.

Si cette modification intervient pendant la durée du marché, le prix du marquage des véhicules pourra être modifié par voie d'avenant.

6.4. Gestion de la flotte

6.4.1. GESTION GENERALE DU VEHICULE

Cette prestation donne accès aux services de gestion du prestataire. Elle comprend la simplification de tâches administratives et techniques relatives à la flotte automobile dans le cadre des prestations du marché.

Le prestataire effectue ainsi :

- les négociations tarifaires avec les garages/la gestion des accords de réparation,
- le contrôle des devis (pertinence technique-prix) et des factures (prix) des garages, de ces réparations,
- les éventuels recours auprès des garages et autres prestataires.

Cette prestation obligatoire donne accès aux prestations d'entretien et de réparation des véhicules dans les garages agréés par le prestataire, aux conditions tarifaires négociées tant en ce qui concerne les pièces détachées que la main-d'œuvre. Elles couvrent notamment :

- l'entretien courant du véhicule (hors pneumatiques),
- les réparations consécutives aux pannes, y compris celles hors contrat devant être prises en charge par les RPA,
- les contrôles techniques,
- l'expertise technique sur le choix des véhicules et les évolutions constructeurs/réglementaires,
- les recours éventuels avec les garagistes et autres prestataires.

Si toutefois, un garage avec lequel le gestionnaire de parc travaille habituellement ne fait pas partie du réseau agréé du titulaire, il est possible de le faire agréer, si les conditions de prix et de qualité sont compatibles avec les normes fixées par le titulaire pour cet agrément.

Chaque véhicule sera livré avec une pochette conducteur qui contient les éléments suivants :

- une copie du certificat d'immatriculation,
- une carte de services par véhicule, avec des références et numéro de téléphone dédié permettant l'identification des véhicules dans les réseaux des réparateurs agréés,
- L'accès aux prestations devra se faire via un numéro d'appel UNIQUE, si possible gratuit, disponible 24h/24 et 7j/7, depuis la France et les pays limitrophes,
- un guide conducteur qui explique aux utilisateurs les démarches à suivre lors des différentes situations d'utilisation du véhicule,
- manuel d'utilisation du véhicule/ documentation technique en langue française,
- un manuel d'entretien du véhicule,

IMPERATIF : Cette pochette doit être présente dans le véhicule ou sur le site le jour de la réception du véhicule, ou envoyée au gestionnaire de parc en amont.

6.4.2. SERVICE DE GESTION DE FLOTTE EN LIGNE DU TITULAIRE

Le titulaire devra proposer un outil de gestion en ligne permettant de réaliser le maximum de prestations énumérées ci-dessus et comportant un accès sécurisé via nom d'utilisateur (« login ») et mot de passe.

L'outil permettra si possible d'effectuer les opérations suivantes :

- une dématérialisation complète du circuit de commande des véhicules :
 - o consultation en ligne du catalogue EFS,
 - o passation des ordres de fabrication avec établissement du devis, tarification en ligne,
 - o validation par le pilote national du marché,
 - o passation de la commande et déclenchement du délai de livraison.
- de visualiser toutes les informations techniques et financières relatives à la vie de la flotte automobile et fournir des statistiques et indicateurs facilitant la gestion et la prise de décision.
- la lecture des informations statistiques et historiques d'intervention sur le parc automobile, telles que :
 - o Etat des commandes en cours,
 - o Etat du parc en location (véhicules, loyers...),

- Etat des opérations réalisées (maintenance, changements de pneumatiques, etc en fonction des prestations souscrites),
- Suivi des kilométrages et proposition, le cas échéant, des modifications de contrat en fonction de l'utilisation de chaque véhicule,
- Situation géographique des prestataires (entretien, pneumatiques) agréés par le titulaire le plus proche d'un lieu donné.
- aux gestionnaires de parc d'éditer ces états pour les retravailler (format Excel, Word, etc).
- de faciliter le contrôle des factures par un reporting précis pour chaque véhicule du montant du loyer financier et autres prestations : entretien, pneus.

Le titulaire assure dans sa prestation de base une formation à son outil de gestion ainsi qu'une présentation du guide utilisateur mis à la disposition de chaque conducteur.

Cette formation, d'une journée est destinée au gestionnaire de parc désigné, par les RPA de chaque région, ainsi qu'au pilote du marché. Elle a vocation à être réalisée dans le délai séparant la notification du marché et l'émission du premier bon de commande. Cette formation sera dispensée dans chaque région suivant un planning établi avec le pilote et chaque RPA.

Le titulaire décrit dans sa Proposition technique les prestations ci-dessus qu'il est en mesure de fournir dans son outil. Il décrit le process de commande si celui-ci ne peut s'effectuer sur l'outil.

Le titulaire précisera dans son offre, les moyens mis en œuvre pour prévenir le Pouvoir Adjudicateur des événements suivants :

- Alerte en cas de dérive par rapport au kilométrage contractuel,
- Alerte de l'approche d'une révision d'entretien selon préconisation constructeur,
- Approche du contrôle technique obligatoire,
- Remplacement d'un pneumatique suite à crevaisson.

6.4.3. SERVICE DE GESTION DE FLOTTE EN LIGNE DE L'EFS

L'EFS dispose d'un logiciel de gestion de flotte automobile dont le titulaire/intégrateur est actuellement Gac Technology.

Cet outil est fourni en mode SaaS et accessible depuis tout poste informatique connecté à internet, ce qui ne demande aucune installation au sein de l'EFS.

Les gestionnaires de parc en région y accèdent pour gérer leur parc de véhicules, réaliser des analyses et des reportings, gérer les amendes, créer des alertes, etc.

Le pilote national réalise un suivi quantitatif et qualitatif avec notamment un suivi des coûts du parc.

Pour que ce logiciel fonctionne parfaitement, l'intégralité des données des fournisseurs doivent s'incrémenter dans l'outil de façon régulière et automatique. Il est donc impératif que le Titulaire puisse intégrer à minima les données concernant les véhicules et les maintenances. Si une solution de télématique et/ou d'Autopartage est retenue, préciser si elle peut être interfacée.

Le titulaire devra communiquer les données suivantes :

- Etat de parc avec le détail de tous les véhicules et les prestations associées (loi de roulage, loyers, etc),
- Données de facturation avec le détail de toutes les dépenses (ligne à ligne de toutes les dépenses avec les intitulés, les N° de facture, date de facturation, montants HT, montants TTC, les taux de TVA, l'immatriculation concernée, etc).

Le titulaire devra communiquer les données indiquées ci-dessus de manière automatique par email, SFTP (Secure File Transfer Protocol) ou API (Application Programming Interface) auprès de l'intégrateur (GAC Technology) à minima une fois par mois ou selon une fréquence définit après notification du marché.

Le titulaire détaillera dans sa Proposition Technique le mode de communication choisit et détaillera l'ensemble des données qu'il est en mesure de transmettre, dont les Prestations Supplémentaires Eventuelles. Le délai de mise en place ne devra pas excéder 2 mois à compter de la notification du marché.

Le titulaire du présent marché doit être capable de s'intégrer à un nouveau logiciel de gestion de flotte, dans le cas où l'EFS changerait d'intégrateur.

6.5. Mise à disposition d'un véhicule en LCD (prestations associées)

Dans le cas où un véhicule serait immobilisé, quelle qu'en soit la raison (panne, sinistre). Cette option permet de bénéficier d'un véhicule de remplacement. Cette prestation est une location de courte durée à des tarifs négociés par le titulaire et dégressifs selon la durée.

*Dans l'éventualité où la mise à disposition du véhicule reste subordonnée au versement d'une caution, le titulaire s'engage à prendre cette caution à sa charge. **Il ne sera donc pas demandé d'empreinte de carte bancaire de la part du prêteur du véhicule.***

Cette prestation associée de véhicule de remplacement ne donne pas droit à la location de courte durée d'un véhicule en dehors des cas d'immobilisation du véhicule en gestion de flotte : immobilisation due à une panne.

6.6. Formations (prestations associées)

6.6.1. FORMATION MIXTE AUX RISQUES ROUTIERS ET A L'ECO-CONDUITE

L'EFS souhaite pouvoir proposer une formation aux salariés conducteurs sur les risques routiers et l'éco-conduite afin de réduire la sinistralité et l'impact environnemental

Cette formation d'une journée devra aider chaque salarié concerné :

- à adopter un comportement de conduite sûr,
- à anticiper la route et minimiser les risques d'accidents,
- à rouler de manière moins agressive et réduire le stress,
- à remplir un constat amiable,
- à réfléchir sur :
 - o l'utilisation du téléphone ou autres appareils (GPS, ...),
 - o le port de la ceinture,
 - o le chargement des véhicules,
 - o les facteurs de risques (alcool, fatigue, vitesse, médicaments, hypoglycémie, ...),
 - o les sanctions prévues par la loi
 - o les points essentiels à vérifier avant de prendre la route
- à réduire la consommation globale de carburant,
- à réduire l'usure prématurée du véhicule,
- à agir sur l'environnement.

Le nombre de salariés par session sera de maximum 12 personnes.

Le titulaire précisera dans son offre pour cette formation :

- le programme de formation,
- la méthodologie,
- les outils (simulateur, ...),
- les lieux possibles (circuit, ...),
- le suivi post-formation.

6.7. Prestations Supplémentaires Eventuelles (PSE)

6.7.1. AUTOPARTAGE

L'EFS souhaiterait pouvoir proposer une solution d'autopartage à ses ETS. Chaque ETS identifiera un ou plusieurs pools de véhicules accessibles uniquement à ses collaborateurs. La solution proposée permet de disposer de tous les paramètres en temps réels, de notifier et de remonter toutes les informations des processus de gestion mis en œuvre. La solution permet de faciliter la gestion, l'exploitation et l'utilisation au quotidien du parc de véhicules.

La solution proposée par le Titulaire doit inclure :

- une plateforme de réservation sur Internet accessible en mode SaaS, disponible depuis tout poste de travail, tablette ou Smartphone disposant :
 - o d'accès administrateurs permettant notamment d'habilitier les utilisateurs ayant accès au service de réservation et d'accéder à l'ensemble des informations de la plateforme (40 accès maximum),

- d'accès utilisateurs, sans limitation du nombre, permettant notamment de réserver en temps réel un véhicule et de visualiser ses réservations.
- un accès facile et en toute sécurité au véhicule attribué à n'importe quelle heure de la journée à l'aide du badge professionnel du collaborateur,
- la fourniture et la pose de boîtiers embarqués « connectés » sur les véhicules pour communiquer avec le logiciel de gestion,
- l'extraction des données sous Excel et la réalisation de reportings,
- la maintenance de la solution,
- un accompagnement à la mise en place de l'outil,
- la désinstallation de l'équipement à l'échéance de la location.

Le titulaire décrit dans sa Proposition technique la solution qu'il propose à l'EFS.

6.7.2. TELEMATIQUE

L'EFS souhaiterait pouvoir équiper certains véhicules d'une télématique embarquée permettant de récupérer à distance différentes informations.

Cette solution permettra une optimisation et une modernisation des process de gestion de flotte de véhicules, Les données collectées permettront de mettre en place des actions visant à améliorer la sécurité des conducteurs, de contrôler la conformité des usages des véhicules au regard des règles fixées, de réduire les consommations de carburant par une sensibilisation des collaborateurs sur leurs habitudes de conduite.

Par conséquent, le prestataire devra proposer une solution télématique qui inclura les fonctionnalités suivantes :

- relevés et historiques des trajets quotidiens,
- kilométrage du véhicule en temps réel,
- données concernant la conduite du véhicule (conduite à risques, sécurité, éco-conduite),
- création d'alertes (plein d'essence, vitesse excessive, etc),
- géolocalisation en option.

La solution proposée par le Titulaire doit inclure :

- l'équipement :
 - la fourniture et l'installation de l'équipement sur le véhicule,
 - la maintenance de l'équipement.
- l'accès à une plateforme Internet accessible en mode SaaS, disponible depuis tout poste de travail, pour les chefs de parcs permettant notamment le suivi et l'analyse des données, l'extraction de ces données et la réalisation de reportings (40 accès maximum).
- la possibilité pour le conducteur de qualifier ses trajets professionnels ou privés,
- un accompagnement à la mise en place de l'outil,
- la désinstallation de l'équipement à l'échéance de la location,
- une sécurisation des données personnelles respectant la réglementation en vigueur.

Le titulaire décrit dans sa Proposition technique la solution qu'il propose à l'EFS.

6.8. Engagements du titulaire

Le titulaire s'engage à procéder à la fourniture en location longue durée des véhicules neufs commandés par le pouvoir adjudicateur, conformément aux dispositions de sa Proposition technique.

Les spécifications techniques minimales obligatoires sont précisées dans l'annexe 1 de l'acte d'engagement. Les puissances demandées sont des puissances minimales. Il est possible de proposer des puissances supérieures mais tout en restant cohérent avec la démarche de l'EFS : TCO/réduction de la consommation et du taux de CO2.

A titre indicatif, le nombre de véhicules impacté par le périmètre du marché se décompose de la manière suivante :

Année de restitution	Nombre de véhicules à restituer et à renouveler selon le besoin
2020	32
2021	285
2022	203
2023	147
2024	70

6.9. Couple durée de location/kilométrage des véhicules

Pour chaque type de véhicule thermiques et hybrides, le titulaire propose les couples durée/ kms suivants :
Le nombre de kilomètres est celui parcouru pendant la durée totale du contrat.

36 mois	120 000 kms	60 mois	50 000 kms
36 mois	150 000 kms	60 mois	65 000 kms
48 mois	40 000 kms	60 mois	80 000 kms
48 mois	60 000 kms	60 mois	90 000 kms
48 mois	80 000 kms	60 mois	100 000 kms
48 mois	100 000 kms	60 mois	120 000 kms
48 mois	120 000 kms	60 mois	150 000 kms
48 mois	150 000 kms		

Pour les véhicules électriques, le titulaire propose les couples durée/km suivants :

36 mois	40 000 kms
36 mois	60 000 kms
36 mois	80 000 kms
48 mois	40 000 kms
48 mois	60 000 kms
48 mois	80 000 kms
48 mois	100 000 kms
60 mois	80 000 kms

Pour information, aujourd'hui l'EFS réalise ses locations sur les couples/durées suivants :

- 48 mois/ 60 000kms : 21% du parc
- 48 mois / 80 000kms : 16% du parc

La durée et le kilométrage contractuels sont fixés dans le bon de commande.

Ces éléments serviront de base à la facturation conformément aux dispositions du CCAP.

Le titulaire devra indiquer dans l'annexe financière (annexe 6) le coût du kilomètre supplémentaire (par tranche de 100 kms) en cas de dépassement du kilométrage contractuel lors de la restitution du véhicule.

Sur cette base, il sera procédé aux ajustements suivants à l'issue du contrat de location :

- si ce kilométrage est dépassé, le coût par tranche de 100 km excédentaire sera facturé au prix indiqué sur le bordereau de prix,
- les kilomètres non parcourus seront remboursés à chaque ETS sur la base du coût par tranche de 100 km indiqué dans le bordereau de prix.

Le pouvoir adjudicateur sera responsable de la surveillance du bon fonctionnement du compteur kilométrique. En cas de défaillance, le titulaire en sera informé dans un délai de 8 jours maximum.

6.9.1. DEFINITION

La durée est décomptée à partir de la date de livraison effective de chaque véhicule sur le site. Cette date sera contractualisée par la signature des deux parties du contrat de location et du PV de réception et enclenchera le paiement des loyers.

Le titulaire présentera dans son offre ses modèles de PV de réception.

Le kilométrage est celui total sur la durée de la location.

6.9.2. AJUSTEMENT

En cours de location, s'il est constaté un écart entre le kilométrage réel et le kilométrage contractuel, soit le titulaire proposera à chaque RPA un ajustement, soit l'EFS pourra en faire la demande directement au titulaire. Chaque RPA se réserve le droit de donner suite ou non à cette proposition. En cas d'acceptation, la modification devra se faire sous la forme d'un avenant au contrat de location sans frais supplémentaires. En cas de nécessité, plusieurs ajustements peuvent être réalisés au cours du contrat de location pour un même véhicule.

6.10. Aménagement des véhicules (Postes 11 à 16)

Le titulaire devra proposer un aménagement en adéquation avec les besoins de l'EFS. Cet aménagement devra être « standardisé » pour optimisation économique.

Les spécificités techniques sont précisées à l'annexe 2 du présent CCTP.

Elles comportent un aménagement de base et des options que pourra choisir ou non chaque RPA.

6.11. Commandes et livraison

Chaque RPA commande si possible par le biais de l'outil de gestion en ligne, dans les limites des spécifications et modèles mentionnés à l'article 6.1 du présent CCTP, le véhicule de son choix en précisant au minimum, et pour chaque véhicule, les références du marché, l'identification (incluant la marque et le modèle) du véhicule, la durée et le kilométrage de location, les équipements souhaités ainsi que le lieu de mise à disposition ou de livraison, conformément aux modalités prévues au CCAP.

Le titulaire informera le RPA qu'un véhicule conforme à sa commande est prêt à être livré 5 jours avant la date de livraison prévue et lui transmettra l'immatriculation afin de permettre à ce dernier de faire assurer le véhicule avant d'en prendre possession.

La livraison sera effectuée sur le lieu mentionné dans le bon de commande. Les lieux de livraison possibles pour chaque région sont indiqués en annexe 1 du présent CCTP (liste indicative).

Le RPA, sous réserve de l'application des dispositions du CCAP relatif aux procédures de vérification et d'admission, s'engagera à prendre livraison du véhicule au plus tard 15 jours ouvrés suivant la date de réception de l'avis de mise à disposition.

La livraison du véhicule sera matérialisée par la signature du procès-verbal de réception signé par le RPA, ou, le cas échéant, par la prise de possession effective du véhicule, dans les conditions prévues au CCAP. Pour faciliter le contrôle, le PV de réception sera soit personnalisé, soit accompagné d'un document intégrant tous les équipements/options du véhicule à réceptionner ainsi que le niveau de carburant.

Les frais de transport des véhicules seront à la charge du titulaire. Les véhicules seront livrés avec l'équivalent de 100 kms parcourus, carburant dans le réservoir.

Le titulaire fournira, au moment de la livraison du véhicule, les documents administratifs, ainsi que toutes les pièces nécessaires à sa libre circulation.

6.12. Assurance des véhicules

Le pouvoir adjudicateur s'engage à assurer le véhicule pour toute la durée de la location. Sera établie une clause expresse de délégation des indemnités au profit du titulaire dans le cas d'une destruction totale du véhicule, d'un vol ou d'un incendie.

Le RPA s'engage à informer le titulaire, dans les 72 heures, de tout accident de nature à affecter la structure ou les organes essentiels du véhicule en lui adressant, en recommandé avec avis de réception, une déclaration détaillée. Elle fera tout ce qui est nécessaire pour permettre l'expertise. En cas de vol, elle joindra à cette déclaration le récépissé de dépôt de plainte auprès des autorités de police compétentes.

Le RPA remet au titulaire, au moment du transfert de la garde du véhicule, une attestation d'assurance provisoire délivrée par son assureur. Dès la réception de l'attestation d'assurance définitive (carte verte), il en fait parvenir une copie au titulaire.

En cas de sinistre partiel, le pouvoir adjudicateur fera effectuer les opérations de remise en état, à ses frais. Au cas où le montant de l'indemnité versée par la Compagnie d'assurance ne couvrirait pas la totalité du sinistre, la différence en résultant serait supportée par le pouvoir adjudicateur.

En cas de sinistre total du véhicule, la location du véhicule considéré devra être résiliée au jour du sinistre ou, s'il s'agit d'un vol, à la date du vol inscrite sur la déclaration de vol auprès des autorités de Police, et le pouvoir adjudicateur payera au titulaire une indemnité telle que définie ci-dessous :

- si le véhicule à moins de 6 mois depuis sa date d'immatriculation : prix catalogue HT du véhicule, de ses accessoires et équipements,
- si le véhicule a plus de 6 mois depuis sa date d'immatriculation : une vétusté de 1% par mois révolu depuis la date d'immatriculation devra être appliquée sur le prix catalogue HT du véhicule, de ses accessoires et équipements.

S'il y a lieu, cette indemnité pourra être diminuée du prix à dire d'expert.

6.13. Modifications des caractéristiques techniques / suppression de modèles

6.14.1 - Des modifications des caractéristiques techniques des véhicules peuvent être apportées par les constructeurs en cours de marché sur les véhicules proposés à l'annexe financière.

Ces modifications sur l'initiative du constructeur sont portées à la connaissance du pilote du marché par le titulaire.

6.14.2 - En cas de disparition d'un ou plusieurs modèles de véhicules dans une même catégorie, le titulaire, dès réception d'un bon de commande, en informe le pilote du marché.

Le titulaire proposera des modèles équivalents.

A la notification du marché, les conditions d'application de ces modifications seront déterminées en collaboration avec le titulaire du marché.

6.14. Terme de la location

6.14.1. MODALITES D'ACHEVEMENT DE LA LOCATION ET DES PRESTATIONS ASSOCIEES

La location du véhicule prendra fin :

- Soit au jour de la restitution effective du véhicule et de tous ses documents de bord (certificat d'immatriculation, jeux de clefs, PV de restitution),
- Soit au jour du sinistre en cas de sinistre total du véhicule,

- Soit au jour du vol inscrit sur la déclaration de vol du véhicule.

Les hypothèses de résiliation du contrat de location, et les éventuelles conséquences financières qu'elles impliquent, sont listées au CCAP.

6.14.2. MODALITES DE RESTITUTION DU VEHICULE

La fin du contrat de location du véhicule est subordonnée à la date d'enlèvement du véhicule avec restitution au loueur de la carte grise, le cas échéant accompagnée d'un double des clés.

La restitution a lieu sans frais au lieu décidé d'un commun accord entre le titulaire et chaque RPA.

Chaque RPA s'engage à restituer les véhicules dans un état standard de restitution tel que défini par le Syndicat des Entreprises des Services Automobiles en LLD et des Mobilités (annexe 4 du CCTP).

Le Titulaire précise dans son offre l'accompagnement de pré-restitution qu'il est en mesure d'apporter pour faire baisser les frais de dépréciation (audit préalable à la restitution, conseils sur les réparations à prendre en charge, estimation des frais, etc). Le titulaire précise dans l'annexe 2 de l'AE, les éventuels frais liés à cet accompagnement.

La restitution du véhicule, de ses documents de bord et des clefs marque la fin de la location et les loyers cessent d'être facturés.

La restitution du véhicule sera matérialisée par la rédaction et la signature d'un procès-verbal de restitution, dans les conditions prévues à l'article 14.3 du présent CCTP.

Lors de la restitution des véhicules, le titulaire sera tenu d'enlever tous les autocollants (signalétique EFS) sans pouvoir prétendre à une indemnité d'aucune sorte, ni pour les prestations de dépose, ni pour le nettoyage nécessité par les traces éventuelles visibles après le décollage.

6.14.3. PROCES VERBAL DE RESTITUTION

Un examen du véhicule aura lieu, matérialisé par un procès-verbal de restitution, établi entre le professionnel représentant le titulaire et le RPA sur un lieu décidé d'un commun accord le jour de la restitution.

Le titulaire devra être en mesure de fournir une prestation de photo-expertise pour l'ensemble de sa flotte et devra préciser les modalités de restitution dans un guide pour information de chaque responsable de parc sur chaque ETS. Un relevé contradictoire du compteur kilométrique du véhicule est effectué et reporté dans le procès-verbal de restitution. Ce relevé permettra de procéder à un règlement des comptes par le titulaire en fonction du kilométrage souscrit, du kilométrage compteur et du prix du kilomètre supplémentaire, et ce conformément aux dispositions de l'article 7 du présent CCTP.

En cas de désaccord sur le procès-verbal de restitution, les parties pourront demander l'intervention d'un expert professionnel.

Le procès-verbal de restitution et la photo de l'expertise du véhicule serviront de base pour l'évaluation des frais de remise à l'état standard du véhicule. Ces frais de remise en état donneront lieu à une indemnisation du titulaire par le pouvoir adjudicateur selon le barème de dépréciation (annexe 4 de l'acte d'engagement) renseigné par le titulaire dans sa proposition technique. En tout état de cause, le titulaire devra donner tout élément de transparence en ce qui concerne ces frais, au travers par exemple de photos des dégradations relevées lors de la restitution.